

F. 94 — 2752

[S-C — 29443]

31 AOUT 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du Décret du 29 mars 1993 relatif à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Décret du 29 mars 1993, relatif à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF);

Vu le protocole de négociation du 10 juin 1993;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 19 avril 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 1er juin 1994;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel;

Vu la délibération du Gouvernement du 27 juin 1994,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « année de référence » : l'année civile précédant l'année au cours de laquelle naît le droit au paiement de la prime syndicale;

2° « organismes de paiement » : les organismes de paiement créés en application de l'article 5, § 1er, alinéa 2, du Décret du 29 mars 1993 relatif à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel de la RTBF;

3° « Décret » : le Décret du 29 mars 1993 relatif à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel de la RTBF.

CHAPITRE Ier. — Définition de la notion de membre cotisant**Art. 2. § 1er.** Pour l'application de l'article 3, alinéa 2, du Décret, est considéré comme membre cotisant, le syndiqué qui, durant l'année de référence, a payé une cotisation individuelle au moins égale au quart de la cotisation minimale.

La prime syndicale est réduite :

1° de trois quarts si le membre cotisant a payé une cotisation individuelle inférieure à la moitié de la cotisation minimale;

2° de moitié si le membre cotisant a payé une cotisation individuelle au moins égale à la moitié de la cotisation minimale mais inférieure aux trois quarts;

3° d'un quart si le membre cotisant a payé une cotisation individuelle inférieure à la cotisation mais au moins égale aux trois quarts de celle-ci;

§ 2. Pour l'application du § 1er, la cotisation minimale est au moins égale à 0,85 p.c. de la rémunération annuelle brute la plus basse garantie aux agents de la Communauté à la date du 1er juillet de l'année précédent l'année de référence.

CHAPITRE II. — Demande de la prime syndicale**Art. 3.** Les membres du personnel visés à l'article 2 du Décret sollicitent la prime syndicale au moyen d'un formulaire de demande.

Ce formulaire peut uniquement servir à :

1° attester que le membre du personnel satisfait aux conditions d'octroi de la prime;

2° permettre de vérifier si les conditions d'octroi sont réunies;

3° fournir aux organisations syndicales représentatives définies à l'article 1er du Décret et aux organismes de paiement les données qui leur sont nécessaires pour procéder au paiement et en apporter la preuve.

Art. 4. § 1er. Les services du personnel de la RTBF veillent à remettre les formulaires de demande à tous les membres du personnel qui, durant les années de référence, ont satisfait à la condition visée à l'article 3, § 1er, 1°, du Décret.

Pour chaque période consécutive de deux années de référence, deux formulaires de demande sont distribués au plus tard le 31 mars suivant la période des deux années de référence.

§ 2. Pour chaque année de référence, le formulaire de demande contient les mentions suivantes :

1° mentions à compléter par le service du personnel :

— indication de l'année de référence;

— identification du membre du personnel;

— authentification;

2° mentions à compléter par le membre du personnel :

— adresse;

— numéro de compte courant postal ou de compte en banque;

— déclaration sur l'honneur de n'introduire pour l'année de référence qu'un seul formulaire de demande;

— signature.

Art. 5. § 1er. Le membre du personnel qui satisfait à l'article 2 complète le formulaire de demande et le transmet sans délai à son organisation syndicale.

§ 2. L'organisation syndicale et l'organisme de paiement donnent suite aux formulaires de demande introduits avant le 1er septembre de l'année de paiement.

CHAPITRE III. — Paiement de la prime syndicale**Art. 6.** Tout organisme de paiement veille au respect de la condition d'octroi visée à l'article 2 du présent arrêté et est responsable du paiement de la prime syndicale.**Art. 7. § 1er.** Tout organisme de paiement doit être agréé par le Gouvernement, à la demande de l'organisme et de l'organisation syndicale qui l'a créé. La demande d'agrément doit être signée par un administrateur délégué par l'organisme de paiement et par un responsable désigné par l'organisation syndicale.

Elle est accompagnée de deux exemplaires des annexes au *Moniteur belge* visées à l'article 3 de la loi du 27 juin 1921, accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

§ 2. L'agrément est accordée si l'organisme de paiement offre des garanties de bon fonctionnement. Elle lui est retirée en cas d'infraction aux dispositions du présent arrêté ou d'irrégularités graves. Avant toute décision, le Gouvernement permet au responsable désigné par l'organisation syndicale et à l'administrateur délégué par l'organisme de paiement de lui communiquer, dans le délai qu'il fixe, leurs explications.

§ 3. Tout organisme de paiement fait parvenir au Gouvernement, dans les trente jours suivants leur publication, deux exemplaires des annexes au *Moniteur belge* visées à l'article 9 de la loi du 27 juin 1921 précitée.

Art. 8. § 1er. La RTBF inscrit à charge du budget de l'année qui suit l'année de référence le montant de sa contribution annuelle au paiement des primes syndicales.

§ 2. S'il y a un seul organisme de paiement, la RTBF lui transfère sa contribution avant le 31 janvier de l'année de paiement.

S'il y a plusieurs organismes de paiement :

1° le montant de la contribution annuelle est réparti entre ces organismes proportionnellement aux primes syndicales qu'ils ont payées durant la période de deux années précédant l'année de référence;

2° le transfert de la contribution annuelle est effectué par moitié, la première échéance avant le 31 janvier et la seconde avant le 31 juillet de l'année de paiement;

3° chaque organisme de paiement introduit avant le 1er juin de l'année de paiement une estimation motivée des primes qu'il doit encore payer.

Art. 9. Tout organisme de paiement communique au service financier de la RTBF son numéro de compte courant postal ou de compte en banque auquel la contribution annuelle de la RTBF peut être versée. Ces comptes ne peuvent être utilisés à d'autres fins que le versement de la contribution annuelle de la RTBF, le paiement des primes syndicales et la liquidation des frais administratifs visés à l'article 5, § 2, du Décret.

Art. 10. § 1er. La prime syndicale est payée par l'organisme de paiement avant le 30 septembre de l'année de paiement, soit par l'organisme lui-même, soit par le mandataire que celui-ci désigne au sein de l'organisation syndicale.

§ 2. Par dérogation au § 1er, la prime syndicale est payée pour la première fois par l'organisme de paiement dans un délai de quatre mois à dater de la parution du présent arrêté au *Moniteur belge*.

§ 3. Le paiement est effectué directement sur le compte postal ou le compte bancaire du syndiqué. Si le numéro de compte n'est pas inscrit sur le formulaire de demande, la prime syndicale est payée par chèque circulaire au nom du syndiqué.

Art. 11. § 1er. Au plus tard le 31 octobre de l'année de paiement, tout organisme de paiement fait parvenir au Gouvernement un décompte détaillé des primes syndicales payées.

§ 2. Tout organisme de paiement est tenu de rembourser à la RTBF, avant le terme visé au § 1er, les sommes qui dépassent le montant des primes régulièrement payées et des frais administratifs de fonctionnement y afférents ou celles qui ne sont pas justifiées conformément au présent arrêté. Les sommes à rembourser sont augmentées d'un intérêt de retard de 0,06 p.c. par jour écoulé depuis l'expiration du terme visé au § 1er.

Art. 12. Tout organisme de paiement tient à la disposition du Gouvernement l'ensemble des formulaires de demande et les preuves de paiement des primes syndicales.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 13. Le montant de la contribution annuelle de la RTBF au paiement des primes syndicales est fixé, pour chacune des années de référence suivant l'année 1991, à 570 francs par an et par membre du personnel qui faisait partie de l'effectif de la RTBF au 30 juin de l'année de référence correspondante.

Art. 14. Le montant de la prime syndicale est fixé à 1 300 francs par an.

Art. 15. Le montant des frais administratifs de fonctionnement d'un organisme de paiement est fixé à 35 francs par prime syndicale payée.

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991.

Art. 17. Le membre du Gouvernement qui a l'Audiotélévisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 août 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation et de l'Audiotélévisuel,

Ph. MAHOUX

VERTALING

N. 94 — 2752

[S-C — 29443]

31 AUGUSTUS 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het Decreet van 29 maart 1993 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) ».

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Decreet van 29 maart 1993 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) »;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 10 juni 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 19 april 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 1 juni 1994;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en de Audiovisuele Sector;
Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 27 juni 1994 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « referentiejaar » : het kalenderjaar dat het jaar voorafgaat waarin het recht tot uitbetaling van de vakbondspremie ontstaat;

2° « uitbetalingsinstellingen » : de uitbetalingsinstellingen opgericht in toepassing van artikel 5, § 1, lid 2, van het Decreet van 29 maart 1993 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) »;

3° « Decreet » : het Decreet van 29 maart 1993 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) ».

HOOFDSTUK I. — Bepaling van het begrip bijdrageplichtig lid

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van artikel 3, lid 2, van het Decreet wordt als bijdrageplichtig lid beschouwd de gesyndiceerde die gedurende het referentiejaar een persoonlijke bijdrage heeft gestort die ten minste gelijk is aan het vierde van de minimale bijdrage.

De vakbondspremie wordt verminderd :

1° met drie vierde, indien het bijdrageplichtig lid een persoonlijke bijdrage heeft betaald die lager is dan de helft van de minimale bijdrage;

2° met de helft, indien het bijdrageplichtig lid een persoonlijke bijdrage heeft betaald die ten minste gelijk is aan de helft van de minimale bijdrage maar minder dan drie vierde;

3° met een vierde, indien het bijdrageplichtig lid een persoonlijke bijdrage heeft betaald die lager is dan de bijdrage maar ten minste gelijk is aan drie vierde ervan.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 is de minimale bijdrage ten minste gelijk aan 0,85 pct. van de laagste jaarlijkse brutobezoldiging die aan de ambtenaren van de Gemeenschap is gegarandeerd op 1 juli van het jaar dat het referentiejaar voorafgaat.

HOOFDSTUK II. — Aanvraag van de vakbondspremie

Art. 3. De in artikel 2 van dit Decreet bedoelde personeelsleden vragen de syndicale premie via een aanvraagformulier aan.

Dit formulier mag enkel en alleen worden gebruikt als document :

1° waaruit blijkt dat het personeelslid aan de voorwaarden voor de toekenning van de premie voldoet;

2° waarmee het mogelijk is na te gaan of de voorwaarden voor de toekenning nageleefd worden;

3° aan de hand waarvan de nodige gegevens aan de in artikel 1 van het Decreet bedoelde representatieve vakverenigingen en aan de uitbetalingsinstellingen worden bezorgd om te kunnen betalen en om het bewijs ervan te kunnen voorleggen.

Art. 4. § 1. De personeelsdiensten van de « RTBF » zorgen er voor dat de aanvraagformulieren bezorgd worden aan al de personeelsleden die tijdens het referentiejaar voldaan hebben aan de in artikel 3, § 1, 1°, van dit decreet bedoelde voorwaarde.

Voor elke opeenvolgende periode van twee referentiejaren worden twee aanvraagformulieren uitgedeeld uiterlijk 31 maart die volgt op de periode van twee referentiejaren.

§ 2. Voor elk referentiejaar vindt men in het aanvraagformulier de volgende gegevens :

1° door de personeelsdienst aan te vullen vermeldingen :

- opgave van het referentiejaar;
- identificatie van het personeelslid;
- echtheidsbewijs;

2° door het personeelslid aan te vullen vermeldingen :

- adres;
- nummer van de lopende giro- of bankrekening;
- verklaring op erewoord slechts een enkel aanvraagformulier in te dienen voor het referentiejaar;
- handtekening.

Art. 5. § 1. Het personeelslid dat voldoet aan artikel 2 vult het aanvraagformulier in en doet het onverwijld geworden aan zijn vakvereniging.

§ 2. De vakvereniging en de uitbetalingsinstelling geven gevolg aan de ingediende aanvraagformulieren vóór 1 september van het uitbetalingsjaar.

HOOFDSTUK III. — Uitbetaling van de vakbondspremie

Art. 6. Elke uitbetalingsinstelling zorgt er voor dat de in artikel 2 van dit besluit bedoelde voorwaarde voor het toekennen wordt nageleefd en is verantwoordelijk voor de uitbetaling van de vakbondspremie.

Art. 7. § 1. Elke uitbetalingsinstelling moet door de Regering erkend zijn op het verzoek van de instelling en de vakvereniging die de instelling heeft opgericht. De aanvraag tot erkenning moet ondertekend zijn door een beheerder afgevaardigd door de uitbetalingsinstelling en door een verantwoordelijke aangesteld door de vakvereniging.

Twee exemplaren van de in artikel 3 van de wet van 27 juni 1921 bedoelde bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad* waarbij de burgerlijke persoonlijkheid wordt toegekend aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut, worden er bijgevoegd.

§ 2. De erkenning wordt toegekend indien de uitbetalingsinstelling waarborgen inzake goede werking biedt.

Zij wordt haar onttrokken in geval van inbreuk op de bepalingen van dit besluit of in geval van zware onregelmatigheden.

Voor het nemen van om 't even welke beslissing, geeft de Regering aan de verantwoordelijke aangesteld door de vakvereniging en aan de beheerder afgevaardigd door de uitbetalingsinstelling, de mogelijkheid hun uitleg aan de Regering te laten worden binnen de door haar gestelde termijn.

§ 3. Elke uitbetalingsinstelling bezorgt aan de Regering binnen de dertig dagen die volgen op hun bekendmaking twee exemplaren van de in artikel 9 van de hogervermelde wet van 27 juni 1921 bedoelde bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. § 1. De « RTBF » schrijft het bedrag van haar jaarlijkse bijdrage tot het vereffenen van de vakbondspremies uit op de begroting van het jaar dat volgt op het referentiejaar.

§ 2. Bestaat er slechts één uitbetalingsinstelling, dan stort de « RTBF » haar bijdrage aan bedoelde instelling vóór 31 januari van het uitbetalingsjaar.

Bestaan er verschillende uitbetalingsinstellingen :

1° dan wordt het bedrag van de jaarlijkse bijdrage onder deze instellingen verdeeld evenredig de vakbondspremies die deze instellingen tijdens de periode van twee jaar die het referentiejaar voorafgaat hebben uitbetaald;

2° wordt de overstorting van de jaarlijkse bijdrage voor de helft uitgevoerd, de eerste vervaltermijn vóór 31 januari en de tweede vóór 31 juli van het jaar van de uitbetaling;

3° dient elke uitbetalingsinstelling vóór 1 juni van het uitbetalingsjaar een met redenen omklede raming in van de premies die zij nog moet uitbetalen.

Art. 9. Elke uitbetalingsinstelling deelt aan de financiële dienst van de « RTBF » het nummer van haar lopende giro- of van haar bankrekening mede, waarop de jaarlijkse bijdrage van de « RTBF » kan gestort worden. Deze rekeningen mogen tot geen andere doeleinden gebruikt worden dan de storting van de jaarlijkse bijdrage van de « RTBF », de uitbetaling van de vakbondspremies en de vereffening van de in artikel 5, § 2, van het decreet bedoelde administratieve kosten.

Art. 10. § 1. De vakbondspremie wordt vóór 30 september van het jaar van uitbetaling door de uitbetalingsinstelling vereffend, ofwel door de instelling zelf, ofwel door de mandataris die zij aanstelt in de vakvereniging.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt de vakbondspremie voor de eerste maal door de uitbetalingsinstelling binnen de vier maanden betaald vanaf de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

§ 3. De uitbetaling wordt rechtstreeks op de giro- of op de bankrekening van de gesyndikeerde gestort. Indien het nummer van de rekening niet op het aanvraagformulier vermeld staat, wordt de vakbondspremie via een circulaire cheque op naam van de gesyndikeerde uitbetaald.

Art. 11. § 1. Uiterlijk 31 oktober van het uitbetalingsjaar, doet elke uitbetalingsinstelling aan de Regering een gedetailleerde afrekening van de uitbetaalde vakbondspremies geworden.

§ 2. Elke uitbetalingsinstelling is ertoe verplicht aan de « RTBF » vóór de in § 1 bedoelde termijn de bedragen terug te storten die het bedrag van de geregeld uitbetaalde premies en van de daarbij behorende administratieve werkingskosten of de bedragen die niet verantwoord zijn overeenkomstig dit besluit overschrijden. De terug te storten bedragen worden vermeerderd met een achterstallig intrest van 0,06 pct. per verlopen dag sedert het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn.

Art. 12. Elke uitbetalingsinstelling houdt al de aanvraagformulieren en de betalingsbewijzen van de vakbondspremies ter beschikking van de Regering.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 13. Het bedrag van de jaarlijkse bijdrage van de « RTBF » voor de uitbetaling van de vakbondspremies wordt voor elk referentiejaar na 1991 vastgesteld op 570 frank per jaar en per personeelslid dat op 30 juni van het overeenstemmende referentiejaar deel uitmaakte van het personeelsbestand van de « RTBF ».

Art. 14. Het bedrag van de vakbondspremie wordt vastgesteld op 1 300 frank per jaar.

Art. 15. Het bedrag van de administratieve werkingskosten van een uitbetalingsinstelling wordt vastgesteld op 35 frank per uitbetaalde vakbondspremie.

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1991.

Art. 17. Het lid van de Regering tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 augustus 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele Sector,
P. MAHOX

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 94 — 2753

[S-C — 33061]

9. MAI 1994. — Dekret über Camping und Campingplätze (1)

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und Wir, die Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Vorliegendes Dekret ist anwendbar auf Camping und Campingplätze.

Unter Camping versteht man die Benutzung der nachstehend angeführten und nicht für den ständigen Verbleib angelegten mobilen Unterkünfte als Wohnungsmittel durch andere Personen als Schausteller und Nomaden, die als solche handeln:

- Zelte;
- Wohnwagen;
- einstöckige Wohnanhänger;
- Motorhomes;
- jede andere ähnliche Unterkunft.

(1) Sitzungsperiode 1993-1994.

Dokumente des Rates. — Dekretentwurf: 94 (1992-1993), Nr. 1. — Abänderungsvorschläge: 94 (1992-1993), Nr. 2-6. — Bericht: 94 (1992-1993), Nr. 7.

Ausführlicher Bericht. — Diskussion und Abstimmung. Sitzung vom 9. Mai 1994.